

Définir le pouvoir, la violence, la puissance Autour d'Hannah Arendt

Pourquoi chercher à mieux définir le pouvoir ? Se méfier de l'évidence d'abord qui nous amène à confondre les mots. Identifier le « pouvoir » à l'Etat ou au commandement - comme dans « gagner le pouvoir » - nous rend par exemple impuissant quand on se heurte à un gouvernement néolibéral.

Ou bien quand on conçoit le pouvoir comme une substance - un sceptre d'Ottokar - comme dans l'expression « partager le pouvoir ». Et puis, pour sortir des slogans vides comme « développer le pouvoir d'agir » que l'on voit désormais sur des affiches électorales et même sur des publicités de multinationales.

Pour ceux et celles qui aiment lire de la philosophie, nous conseillons de vous référer directement à l'article d'Yves Sintomer et à la préface de Paul Ricoeur à la Condition de l'homme moderne dont les références sont en bibliographie. Pour les autres, on propose quelques définitions issues de nos lectures d'Arendt et de Spinoza.

1. Si l'on suit l'idée de Gandhi qui identifie les moyens et les fins, il faut pouvoir distinguer pouvoir et violence. Justement, **Hannah Arendt cherche à définir le pouvoir hors du commandement après avoir fait l'expérience des totalitarismes. Elle définit le pouvoir (power) comme « l'aptitude de l'être humain à agir, et à agir de façon concertée. Le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle ; il appartient à un groupe et continue à lui appartenir aussi longtemps que ce groupe n'est pas divisé »** [« Sur la violence »].

Un pouvoir n'est jamais uniforme. On ne peut pas dire « le pouvoir du chef » car il est toujours celui de plusieurs personnes agissant en commun. Il ne coïncide donc pas avec l'intention de la personne qui initie la réunion du groupe.

Il a donc la particularité de n'exister que dans la pluralité. Le nombre désigne une qualité (la diversité) plutôt qu'une quantité chez Arendt. Il maintient les conflits (seule la violence les détruit par la destruction ou la soumission d'une des parties).

Cette définition suppose que nous soyons des « êtres distinct et unique parmi des égaux » [« Condition de l'homme moderne »]. Il est fragile car remis en cause par les inégalités ou par la fin du processus de concertation. « **Le pouvoir jaillit parmi les hommes lorsqu'ils agissent ensemble, et retombe dès qu'ils se dispersent** » [« Condition de l'homme moderne »]

Il n'est pas incompatible avec des règles tant qu'elles sont consenties. C'est ce

consentement conscient qui le fonde. « Ce sont des actes de langage qui tissent les échanges d'où naît le pouvoir, si celui-ci doit pouvoir se distinguer de l'instrumentalité violente » [Ricoeur 1989 p.29]

Chez Arendt, le pouvoir n'est possible que par la parole dans l'espace public. Mais on peut se demander si cette définition ne pourrait valoir dans d'autres circonstances : pour un conseil d'administration, une équipe professionnelle, un mouvement social ou une communauté politique. Toutes peuvent être agissantes et fragiles.

Quand y a de la violence, y a pas de pouvoir. Violence est muette, s'exerce sans parole, à partir d'un seul et s'exerce de manière instrumentale : on passe par des instruments pour obliger les autres à vivre. Cela permet d'identifier la violence très simplement.

2. Schématiquement, le pouvoir s'oppose à la violence. « La violence se distingue par son caractère instrumental. Sous son aspect phénoménologique, elle s'apparente à la puissance (strength), car ses instruments, comme tous les autres outils, sont tous conçus et utilisés en vue de multiplier la puissance naturelle jusqu'au dernier stade de leur développement ils soient à même de la remplacer » [« Sur la violence »].

La violence est muette. La coercition n'a pas besoin de mots. Dans un essai récent, Timothy Snyder incite à « ne pas obéir à l'avance » face à la tyrannie car « les individus anticipent sur ce que voudra un Etat plus répressif et s'offrent à lui sans qu'on leur demande rien » [Timothy Snyder, De la tyrannie p.15]

En politique, elle se mélange au pouvoir car elle a besoin de mots pour justifier sa propre existence. Pour Arendt, même un régime totalitaire a besoin de pouvoir pour exister et se perpétuer. « En fait, une des différences les plus caractéristiques qui permettent de distinguer le pouvoir de la violence est que le pouvoir a toujours besoin de s'appuyer sur la force du nombre, tandis que la violence peut s'en passer, dans une certaine mesure du fait que pour s'imposer elle peut recourir à des instruments » [« Sur la violence »]

Dans une certaine mesure car il est toujours possible de renverser les situations et de refuser d'obéir à un ordre, de refuser la violence d'une mesure comme lorsque le 1er décembre 1955 Rosa Parks refusa d'aller s'asseoir au fond du bus à Montgomery. « La violence peut détruire le pouvoir, elle est parfaitement incapable de le créer »¹

3. Mais ce schéma serait binaire et simpliste s'il ne prenait en compte un troisième terme : l'autorité.

Chez Arendt, l'autorité concerne des personnes ou des institutions. Elle repose sur une caractéristique « ceux dont l'obéissance est requise la reconnaissent inconditionnellement ; il n'est dans ce cas nul besoin de contrainte ou de persuasion... L'autorité ne peut se maintenir qu'autant que l'institution ou la personne dont elle émane sont respectées » [Sur la violence]

¹ Cette définition s'oppose à celle de Max Weber qui considère que la violence peut être légitime quand elle est détenue par l'Etat et qui considère que la politique n'existe que dans le cadre de l'Etat-nation.

Elle est donc plus sur un axe vertical qu'horizontal créant une différence entre gouvernants et gouvernés, représentants et représentés. Pourtant, l'autorité est à mi-chemin entre le pouvoir avec lequel elle a en commun la reconnaissance respectueuse mais s'en distinguant par la relation hiérarchique entre ses membres ; et de la violence s'en rapprochant par l'obéissance et s'en éloignant par l'absence de contrainte.

Arendt se fonde sur la métaphore historique de l'antique République romaine qui opposait le pouvoir (potestas) du peuple et l'autorité (auctoritas) du Sénat. Mais Arendt affirme « L'autorité s'est évanouie du monde moderne » [Qu'est-ce que l'autorité ?]

Dans le monde moderne, la tradition qui fonde l'autorité a disparue. Et on ne peut pas passer son temps à se concerter. Il faut pouvoir durer et dépasser le caractère éphémère du présent. L'autorité est donc utile au pouvoir comme à la violence.

« Le pouvoir institutionnalisé prend souvent le masque de l'autorité exigeant une reconnaissance immédiate et inconditionnée ; à défaut, aucune société ne pourrait fonctionner ». L'autorité est indispensable et problématique.

Soit l'autorité se fonde sur la violence, soit elle se fonde sur le pouvoir. Dans le monde moderne, elle se maintient par la peur ou par la confiance. Considérée de manière autonome², où placer l'autorité ? De quoi-est-elle tissée ? D'un consentement passé ? De notre aveuglement ?

Un des problèmes des mouvements sociaux contemporains (Nuits Debouts, Gilets Jaunes...) me semble lié à cet impensé. A vouloir ne conserver que le pouvoir, on s'empêche d'agir dans la durée et d'entrer en négociation avec d'autres autorités. Et progressivement, la fatigue, la vie privée et les attachements du quotidien nous ramènent dans une vie qui fait disparaître l'enthousiasme premier.

Chercher à fonder une société plus juste ne se limite donc pas à créer des collectifs où l'égalité de délibération affirme un pouvoir d'agir. Nous avons aussi besoin de penser l'autorité d'institutions et de chefs qui fonctionnent sur la base de concertation régulière et sur la confiance [cf Jean-Claude Monod, Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ?].

4. Ajoutons un dernier terme à notre distinction : celui de la puissance. Il nous permet de résoudre un autre problème : celui de l'articulation entre notre liberté individuelle et la définition collective du pouvoir d'Arendt. Quelle est la part que nous pouvons suivre par nous-même ?

Chez Arendt, la puissance (strength) désigne la propriété d'une entité individuelle qui engendre son indépendance et son autosuffisance et se heurte ainsi à la nature du groupe et à son pouvoir.

On peut la comparer avec ce que Spinoza nomme la potentia : une caractéristique inaliénable des individus, qu'on ne peut déléguer à personne. En s'alliant, deux personnes dégagent un surcroît de puissance. « Si deux hommes s'accordent pour unir leurs forces, ils sont ensemble plus puissants et par

2 « L'autorité introduit dans le champ de l'action une relation non point certes de force, encore moins de violence, mais de médiation, qui, idéalement pensable comme délégation, s'autonomise en instance directe. » [Ricoeur 1987]

conséquent ont plus de droit sur la nature que chacun d'eux séparément. Plus ils seront nombreux à s'unir, plus ils auront de droit tous ensemble » [Spinoza, Traité Politique, Chap. 2, §XIII]

Cette puissance est au fondement de notre pouvoir. Elle permet de lier notre capacité à écouter nos désirs, à trouver en nous des ressources qui ne peuvent se déployer sans être plusieurs. Chez Spinoza, c'est dans l'expression de cette puissance que naît la joie. Par ce potentiel face à un obstacle intérieur ou extérieur, nous pouvons nous rendre heureux et chercher à agir politiquement. Nous sommes bien loin du commandement et bien proches de ce qui peut marier une vie bonne dans des institutions justes.

Si ces deux définitions ont des points communs dont leur nature relationnelle, elles diffèrent sur un point essentiel souligné par Yves Sintomer [« Pouvoir et autorité chez Hannah Arendt »] : chez Arendt, le pouvoir est limité par l'autorité qui dans un certain sens le transcende tandis que Spinoza considère que la potentia existe seule sur plan d'immanence. Sans rivale de quelque ordre que ce soit. Est-ce que l'autorité s'impose à notre pouvoir ? Nous resterons sur cette question ouverte pour cette note de lecture.

Bibliographie

Arendt Hannah, « Du mensonge à la violence », dans L'humaine condition, Paris, Gallimard (Quarto), 1972, pp. 837-1012

Arendt Hannah, « Condition de l'homme moderne », dans L'humaine condition, Paris, Gallimard (Quarto), 1958, pp. 51-326

Arendt Hannah, « Qu'est-ce que l'autorité ? », dans L'humaine condition, Gallimard (Quarto), 1961, pp. 671-718.

Monod, J.-C., Qu'est-ce qu'un chef en démocratie? Politiques du charisme, Paris, Éditions du Seuil, 2012

Ricoeur, paul, « Pouvoir et violence », dans Lectures 1. Autour du politique, , Seuil, 1989, pp. 20-42.

Sintomer Yves, « Pouvoir et autorité chez Hannah Arendt », L'homme et la société, vol. 113, 1994, pp. 117-131, https://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1994_num_113_3_2756

Snyder Timothy, De la tyrannie: vingt leçons du XXe siècle, 2017, Gallimard

Spinoza Baruch., Traité politique, 1677 [2013], 160p., Allia